



Programme de Gestion de l'Aide : Rapport de l'atelier des meilleures pratiques PGA 2011

Introduction

Chaque année depuis 2008, Development Gateway (DG) organise un atelier mondial conçu autour d'une série de discussions thématiques et de présentations-pays sur des questions clés liées à l'information sur l'aide, à la coordination de l'aide ainsi qu'à l'utilisation de la Plateforme de Gestion de l'Aide (PGA). L'objectif de ces différents ateliers est de **promouvoir l'échange de meilleures pratiques et de leçons apprises sur la gestion de l'information sur l'aide grâce à l'utilisation de la PGA**; faciliter les discussions sur les enjeux et défis dans la gestion de l'information et la coordination de l'aide; favoriser des partenariats entre les pays ayant mis en place la PGA et recueillir les commentaires et suggestions des utilisateurs qui permettront par la suite de renforcer l'outil ainsi que le programme PGA.

Résumé de l'atelier

Alors que l'atelier PGA se déroule habituellement en décembre de chaque année, "l'atelier des meilleures pratiques PGA 2011" s'est tenu à Dakar du 24 au 26 janvier 2012 afin de tirer profit des conclusions du 4ème forum de haut-niveau sur l'efficacité de l'aide (FHN4) qui a eu lieu à Busan du 29 novembre au 1er décembre 2011.

M. Jean-Louis Sarbib, Directeur Général de Development Gateway (DG), a tout d'abord souhaité la bienvenue aux **24 pays participants (le nombre de pays participants s'élevait à 14 en 2010)** comprenant notamment 19 pays ayant mis en place la PGA (**le Burkina Faso, le Burundi, l'Éthiopie, la Guinée-Bissau, Haïti, le Kosovo, le Laos, le Libéria, Madagascar, le Malawi, le Népal, le Niger, l'Ouganda, la RDC, le Sénégal, le Sud Soudan, la Tanzanie, le Timor-Leste et le Togo**) ainsi que 5 pays observateurs. Au regard du FHN4, M. Sarbib a reconnu les progrès qui ont été réalisés en termes d'efficacité de l'aide, de résultats sur le développement et de gestion des ressources tout en soulignant les défis majeurs auxquels est confrontée la communauté internationale. L'un de ces défis est de s'assurer que les **bénéficiaires de l'aide aient une voix dans le processus du développement** et soient en mesure de faire part de leurs commentaires sur les activités



de développement qui se déroulent au sein de leurs communautés.

Le thème de l'atelier, **"Transparence, Redevabilité et Résultats"**, démontre l'engagement de Development Gateway de **passer de l'efficacité de l'aide à l'efficacité de développement, pour répondre à l'une des conclusions du FHN4**. DG a déjà commencé cette transition, notamment dans l'amélioration des fonctionnalités cartographiques et de tableaux de bords interactifs de l'outil PGA. Plusieurs partenaires-clés de Development Gateway ont participé à l'atelier, entre autres: **ESRI** (pour débattre des questions liées à la visualisation et au géo-référencement), **CABRI et Mokoro** (pour débattre des questions liées à l'IITA et à l'intégration du budget), **Aiddata¹/Université Brigham Young** (pour débattre des questions liées à la géolocalisation des projets au niveau national), **le PNUD** et la **FAO** (pour le suivi des investissements liés à la sécurité alimentaire).

¹ AidData est une initiative conjointe de Development Gateway, du "College of William and Mary" et de l'Université "Brigham Young".

I. La « Place du Marché » - Echange sud-sud des meilleures pratiques



La Place du marché est l'une des sessions clés de l'atelier des meilleures pratiques. L'objectif de cette session est de donner aux participants l'opportunité de partager leurs meilleures pratiques liées à la coordination de l'aide, à la gestion de l'aide et à l'utilisation de la PGA. Chaque pays a la possibilité d'avoir des discussions bilatérales avec les autres pays afin d'obtenir des réponses pratiques à ses questions.

Plusieurs bonnes pratiques ont été identifiées au cours de l'atelier. Ces bonnes pratiques comprennent entre autres: le processus d'entrée et de validation des données dans la PGA à Madagascar; la mise en place d'un décret interministériel signé par tous les bailleurs de fond confirmant l'exactitude des données qu'ils fournissent à la PGA en RDC; les séminaires de saisie des données organisées au Burkina Faso au cours duquel les points focaux des bailleurs de fond ainsi que les équipes de coordination de l'aide entrent et valident l'information qui sera par la suite utilisée pour produire le rapport sur la coopération au développement et le service de Support Technique (« Help Desk ») PGA en Ethiopie.



A la fin de cette session, les participants ont été invités à voter pour le pays ayant généré le plus de meilleures pratiques au cours de l'année précédente et d'identifier la meilleure pratique PGA de l'année.

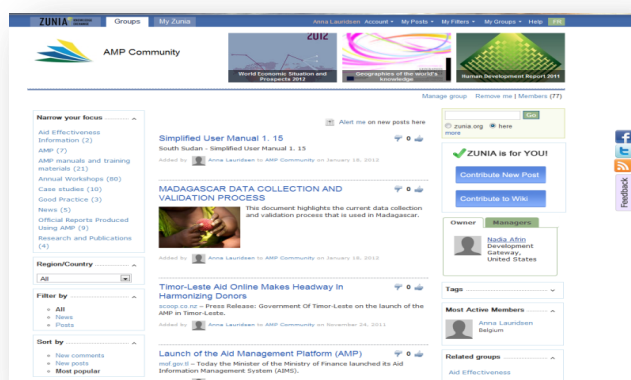
Deux pays ont été proclamés gagnants à la suite des résultats du vote:

- **La Tanzanie a été élu pays ayant le plus grand nombre de meilleures pratiques de l'année.**
- **La RDC a gagné le prix de la meilleure pratique de l'année grâce à leur décret interministériel.**

Les deux gagnants ont reçu un certificat en guise de reconnaissance de leur travail.

La communauté PGA sur Zunia

Au cours de l'atelier, Development Gateway a eu à présenter sa plateforme collaborative Zunia ainsi que sur les avantages de la communauté PGA.



La communauté PGA est un groupe privé créé pour les utilisateurs de la PGA, hébergée sur www.zunia.org au sein de laquelle les utilisateurs peuvent partager leurs expériences, poster des informations liées à la PGA, rechercher des documents, accéder aux études de cas, en savoir plus sur les nouvelles fonctionnalités de la PGA ou à propos de l'IITA ainsi que sur d'autres documents de recherche sur l'efficacité de l'aide.

Les ressources disponibles dans la communauté PGA comprennent également les manuels d'utilisation, les matériels de formation ainsi que des rapports générés avec la PGA ou des études de cas. Les utilisateurs peuvent chercher des documents qui les intéressent notamment toute la documentation sur les ateliers annuels PGA.

La communauté PGA sur Zunia compte actuellement 77 membres, notamment les utilisateurs de la PGA, provenant de plus de 20 pays, les organisations partenaires ainsi que le personnel de Development Gateway. Les membres de la communauté PGA peuvent échanger des messages avec les autres utilisateurs, recevoir des alertes sur les activités des autres utilisateurs, poster des documents pertinents ou des commentaires et personnaliser leur profil utilisateur. La communauté PGA est un excellent outil pour se connecter et rester en contact avec les utilisateurs à travers le monde pour le partage de connaissances et de meilleures pratiques.

II. La qualité des données

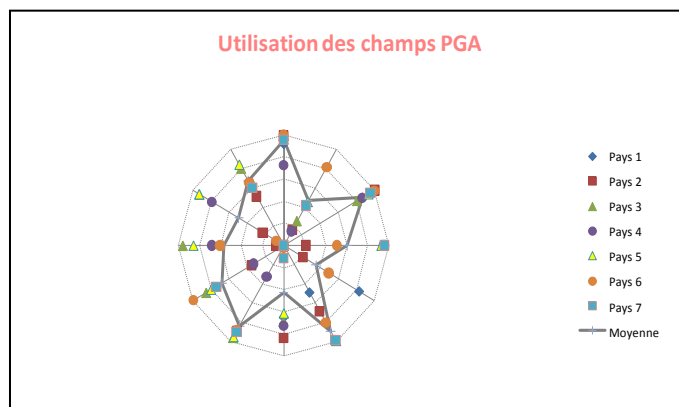
Afin de faire le suivi des résultats et de l'impact d'un projet, un grand nombre de données est requis provenant de différentes sources ce qui peut conduire les parties prenantes à s'interroger sur la qualité et l'intégrité des données disponibles.



“La qualité d'un système dépend grandement de la qualité des données qu'il contient”. Un accent fort devrait être mis sur la qualité des données que contient un système. Des données précises et exhaustives sont essentielles pour une meilleure planification et coordination entre toutes les parties prenantes et pour au final, une prise de décisions éclairées par les décideurs politiques. D'autre part, des données inexactes peuvent conduire à de mauvaises interprétations. Ce sont là quelques-uns des éléments-clés qui ont été discutés lors de cette session très animée de l'atelier.

Pour illustrer la question fondamentale de la qualité des données, DG a présenté une étude qui a été menée à l'interne en utilisant les données provenant de sept pays utilisant la PGA. L'étude a montré le degré d'utilisation de certains champs-clés de la PGA par chacun des pays, la

disponibilité ou non d'informations de décaissements ou de versements et si ces informations étaient regroupées en une seule année pour les projets pluriannuels.



Les questions qui ont été posées à la suite de la présentation ont porté sur d'autres enjeux clés en termes de qualité des données au niveau national:

- Comment être en mesure d'harmoniser les définitions de chaque terme utilisé dans la PGA?
- Comment s'assurer que les partenaires au développement entrent des données complètes et au moment opportun ?
- Quelles données devraient être rendues publiques?

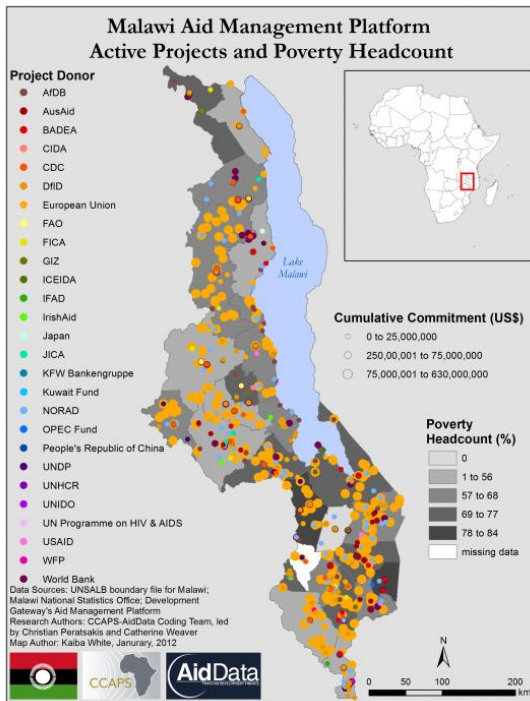
L'importance d'avoir un plan de gestion des données (PGD) avec un calendrier régulier de saisie des données est apparu comme l'une des grandes recommandations de l'atelier. DG peut assister tous les pays partenaires dans la mise en place d'un PGD au moment de l'installation de l'outil ou à une étape ultérieure de la mise en œuvre, si nécessaire.

III. Les cartes au service de l'efficacité de l'aide

Au cours de cette session, **ESRI**, leader mondial dans l'utilisation des cartes et approches géospatiales pour la résolution de problèmes, a effectué une présentation sur la manière dont les cartes peuvent aider les professionnels du développement à effectuer un meilleur travail. ESRI et DG ont travaillé en étroite collaboration pour développer une cartographie avancée/un module SIG (Système d'informations géographiques) dans la PGA pour aider les gouvernements à cartographier leurs activités de développement. Cette fonctionnalité est maintenant disponible dans la version 2.0 de la PGA.

DG a également présenté le travail pilote réalisé au **Malawi** où, avec l'assistance d'AidData, DG a préparé des cartes du pays montrant les zones d'intervention de bailleurs de fond spécifiques au niveau national. La carte montre les informations sur qui fait quoi et où. Chaque gouvernement pourrait, avec ce type de cartes, entamer un dialogue pour une meilleure coordination de l'aide.

Le travail de AidData sur le "géo-référencement" est basé sur une méthodologie développée en partenariat avec l'Université d'Uppsala en Suède. Cette méthodologie a été adaptée et améliorée afin d'intégrer les leçons tirées du travail effectué par AidData sur l'initiative "Mapping for Results" de la Banque mondiale ainsi que les projets de la BAD, afin de répertorier au niveau géographique, tous les projets actifs de ces bailleurs de fond.



La carte du Malawi ci-dessus montre les projets de différents partenaires au développement, juxtaposés sur les données de pauvreté au niveau sous-national. Ce type de carte peut non seulement déclencher un dialogue entre les bailleurs de fond et les pays partenaires, mais également soutenir le processus de décisions sur la coordination et l'utilisation de l'aide.

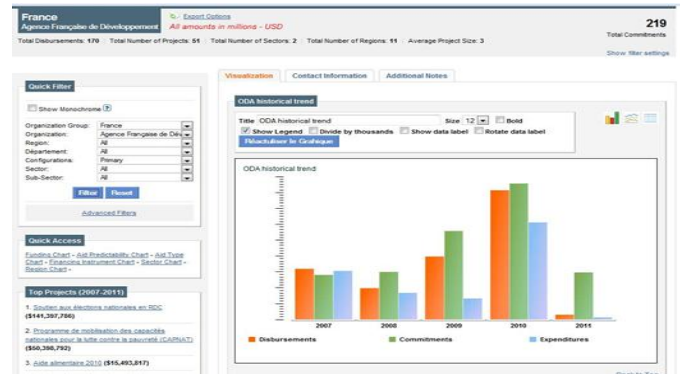
La future génération de tableaux de bords SIG sera également utilisée comme outil de transparence pour le grand public.

IV. Les Prochaines étapes dans la PGA

La version 2.0 de la PGA

Cette session a eu pour but de présenter la nouvelle version 2.0 de la PGA aux participants, version qui comporte des améliorations importantes des fonctionnalités et de la capacité du logiciel PGA. Avec des outils analytiques et des graphiques améliorés, ainsi qu'avec une nouvelle interface conviviale, cette nouvelle génération de la PGA est déjà disponible et représente la meilleure solution informatique en matière de gestion des projets d'aide.

La version 2.0 comporte une **vue publique** ainsi qu'une **page d'accueil améliorées**. Ces deux fonctionnalités disposent d'un nouveau design. Les changements apportés à la page d'accueil rendent la navigation plus facile et la visualisation des éléments qui s'y trouvent (textes, etc....) plus agréable.



La version 2.0 comporte également de nouvelles fonctionnalités telles qu'une **grande variété de tableaux de bord** permettant la production de rapports analytiques et d'analyses graphiques. Dans la nouvelle version, les utilisateurs peuvent accéder à des tableaux de bord sur les organisations, les régions et les secteurs ainsi que plusieurs autres tableaux de bord préexistants qui ont été améliorés.



L'une des améliorations importantes apportées aux outils de visualisation de la PGA est **l'intégration de la PGA avec la technologie de cartographie d'ESRI**. Les rapports sur la PGA, les projets ainsi que les structures peuvent être à présent visualisées sur une carte avec la possibilité de juxtaposer différentes cartes thématiques telles que les cartes de réduction de la pauvreté et de recensement démographique.

Cela permet également une analyse approfondie des données de différentes manières.

Une autre amélioration importante est la possibilité **d'importer les données de l'IITA dans la PGA**, à partir de du module d'administration de la PGA. Il s'agit ici d'un processus semi-automatique d'importation des données qui répondent aux normes standard de l'IITA.

La version 2.0 de la PGA sera installée dans un certain nombre pays utilisant la PGA durant l'année 2012.

V. Le pilote de l'Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide (IITA) en RDC

L'IITA (www.aidtransparency.net) est une initiative qui a été lancée lors du forum de haut niveau (FHN3) d'Accra en 2002 et qui a pour but de rendre les informations sur les dépenses d'aide faciles à trouver, à utiliser et à comparer. Development Gateway est un membre actif de l'IITA depuis sa création et est membre du comité de pilotage de l'IITA. Grâce à ses plateformes PGA installées et actives dans 22 pays, DG permet à l'initiative d'accéder aux bonnes personnes dans les pays partenaires pour analyser et valider directement sur le terrain les travaux engagés par l'initiative.

Les objectifs de la mission pilote en RDC étaient de:

- Tester l'échange automatique des données
- Vérifier la qualité des données
- Comparer les données de l'IITA et celles de la PGA
- Collecter les informations manquantes

Les résultats du pilote sont les suivants:

- Lors du pilote, les données des bailleurs de fond ont pu être converties dans le format XML de l'IITA proposé. Cela a impliqué l'alignement des données des bailleurs de fond sur la structure de l'IITA, de changer la structure ainsi que le nom de certaines données et dans certains cas, de transformer les données de sorte à ce qu'elles soient consistantes avec l'IITA et comparables aux données des autres bailleurs de fond. Ce fut un

exercice relativement simple dans l'ensemble et a permis de mettre en évidence la nécessité d'un glossaire de terminologies qui permettrait de clarifier les définitions des différents termes.

- Les données de tous les bailleurs de fond ont été importées avec succès dans un espace de travail test de la PGA afin de prouver la faisabilité d'un tel exercice. L'utilisation des systèmes d'échange automatique des données permettrait d'améliorer la régularité, la ponctualité et l'exactitude des données, permettant ainsi un important gain de temps, des données de qualité, des sources de données diverses, des informations détaillées (par exemple : des projets ayant des sources de financement multiples) ce qui permettrait également de réduire la production de rapports parallèles et au final d'avoir une plus grande cohérence. Le pilote a également démontré que malgré le fait que les systèmes des bailleurs de fond comportaient énormément de données au niveau national, ces données n'étaient pas complètes.
- Le consensus existant entre toutes les parties prenantes était que l'IITA a le potentiel d'ajouter une valeur importante aux systèmes et procédures d'information de l'aide existants en utilisant la pression politique, une grande variété d'information, une certaine consistance et une structure de mise en œuvre claire.
- En outre, il faudrait considérer si oui ou non les données importées directement de l'IITA (les systèmes des bailleurs de fond par exemple) devraient être validées avant d'être publiées. La plupart des bailleurs de fond souhaitent avoir la possibilité de valider leurs données avant qu'elles soient publiées. Dans certains cas, les mises à jour manuelles seront toujours nécessaires et ce, en fonction des normes qui ont finalement été acceptées. Ainsi, un mixte de mises à jour manuelle et automatique sera nécessaire. Un travail technique et organisationnel plus approfondi sera nécessaire afin de permettre à la PGA d'importer les données de l'IITA de manière efficace.

VI. Suivi et Evaluation

La session sur le Suivi et l'Evaluation (S&E) a eu pour but de déterminer les besoins des pays en termes d'outil de S&E. Les pays participants se sont regroupés en 3 groupes afin de répondre et de discuter d'un ensemble de questions liées au S&E.

Questions:

- Existe-t-il une stratégie unique de S&E ou un plan directeur dans votre pays ?
- Existe-t-il un cadre institutionnel de S&E dans votre pays?
- Quel serait l'utilité d'un outil de S&E dans le contexte de gestion de l'aide dans votre pays?

Groupe 1: La majorité des pays faisant partie de ce groupe ont indiqué ne pas disposer d'un système/stratégie unique de S&E dans leur pays respectif. Les membres de ce groupe ont toutefois mentionné le fait que les politiques sont souvent passés en revue dans le cadre du DSCR (Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté) du pays et l'objectif à long terme de la réalisation des OMD.

En ce qui concerne le cadre institutionnel les pays faisant partie du groupe 1 ont déclaré en disposer d'un dans leur pays respectif. Les réponses ont révélé que les activités de S&E des projets et programmes sont menées par les directions au sein de certains ministères, tandis que dans certains cas, les activités de S&E sont réalisées par des observateurs indépendants avec l'appui des bailleurs de fond.

Le groupe 1 a reconnu l'utilité d'avoir un outil de S&E dans leur pays respectif pour la gestion de l'aide surtout si cet outil contient des données désagrégées, aide à mesurer l'impact des projets et à faire le suivi des indicateurs. Trois recommandations ont été proposées par ce groupe: (1) Fournir l'accès à la PGA aux différentes divisions en charge des activités de S&E; (2) Concevoir un système intégrateur; et (3) Permettre une meilleure intégration de l'aide au budget.

Groupe 2: Contrairement au groupe 1, la majorité des membres du groupe 2 ont indiqué que leurs pays disposent d'un système/stratégie unique de S&E mais la plupart reconnaissent qu'ils n'ont pas de guides précisant les modalités de suivi des indicateurs. La majorité des participants de ce groupe ont reconnu la nécessité de disposer d'un outil efficace de suivi et d'évaluation des projets. Le groupe 2 a également souligné que la désagrégation des données des projets selon le découpage territorial ainsi que l'inexactitude des données sont des défis majeurs dans le suivi et l'évaluation des activités.

Comme recommandations, le groupe 2 a suggéré le renforcement des capacités des systèmes nationaux de statistiques pour accompagner les progrès des gouvernements dans l'élaboration des indicateurs ainsi que pour favoriser l'alignement des bailleurs de fond aux besoins en suivi et évaluation des pays bénéficiaires de l'aide.

Groupe 3: La majorité des membres du groupe 3 ont déclaré disposer d'une stratégie nationale de S&E qui pour la plupart est suivie par le Ministère des Finances de leur pays respectif. Le Malawi dispose d'un Tableau de bord de Planification Nationale (TBPN) par secteur qui est situé au sein du ministère approprié. En Ethiopie, tous les ministères sectoriels disposent de services de S&E, des rapports mensuels sont générés par le Ministère des Finances (MdF) et examinés par le Parlement. Le Libéria utilise actuellement le Document de Stratégie de la Pauvreté du pays pour effectuer le S&E pendant la phase de planification de son TBPN. Les activités de S&E au Népal sont menées par la Commission de planification nationale; les activités sont réalisées au niveau central et au niveau du district, par secteur et sont financées par un bailleur de fond. Le Timor-Leste ne dispose pas encore d'un système de S&E mais la décision pour la mise en place d'un tel système est en phase de planification et sera examinée et approuvée par le Parlement National. La Tanzanie/Zanzibar utilise actuellement le système de la PGA. Le système est utilisé à deux fins afin de tenir compte des différents besoins. L'Ouganda dispose d'un système de S&E qui fait partie du système de suivi du budget au sein du Ministère des Finances. Les activités de S&E sont divisées par secteur et sont revues annuellement par la Commission de planification nationale.

Les participants ont également identifié certains des défis dans la mise en œuvre des systèmes de S&E. Tout d'abord, les informations requises pour la mise en place de tels systèmes ne sont généralement pas livrées à temps ce qui mène à l'utilisation d'informations obsolètes. Pour que le suivi et l'évaluation soit efficace, il faudrait disposer de données exactes et actualisées. Ensuite, les pays ne disposent pas d'une capacité institutionnelle (comme par exemple le manque de personnel qualifié ou le manque de compensation), leur permettant de toujours mener à bien leurs activités. Ce défi est encore plus important du fait des contraintes financières, notamment le budget restreint alloué aux activités de S&E. Et enfin, les motivations politiques peuvent influencer les exercices de S&E et réduire la précision des rapports sur les projets et programmes ainsi que les négociations. Malgré le fait que ces trois facteurs représentent un sérieux handicap à la conception de systèmes de S&E, l'importance du S&E sur le terrain est telle que DG souhaite soutenir fortement ce type d'exercices.

VII. Extension de la PGA aux partenaires au développement: Meilleures pratiques et défis

L'Éthiopie, le Népal et le Kosovo ont présenté lors de l'atelier, leurs expériences dans l'extension de l'accès de la PGA aux bailleurs de fond, les processus utilisés ainsi que les succès et défis auxquels ils ont été confrontés dans le cadre de cet exercice.

L'un des plus grands avantages identifiés dans l'extension de l'accès de la PGA aux bailleurs de fond est la possibilité de saisir les **données hors budget dans la PGA**, une information dont les gouvernements ne disposent pas forcément.

En ce qui concerne les défis, la majorité des pays font face à la difficulté qu'est le fait que **les bailleurs de fond ne fournissent pas toujours leurs données à temps**, lorsqu'ils le font. Un autre défi est le fait que les points focaux changent fréquemment ce qui oblige le gouvernement à organiser des sessions formations ad hoc pour le nouveau personnel car il semble avoir un manque de communication lors du transfert du portefeuille.

Même si la plupart des utilisateurs sont actuellement satisfaits de l'extension de l'accès aux bailleurs de fond, l'accent devrait être mis au cours de l'année à venir sur les éléments suivants: comment faire de la PGA la source unique de l'information sur l'aide, comment faire de la PGA l'outil de gestion de l'aide quotidien du gouvernement et des bailleurs de fond et comment harmoniser le système de report pour toutes les parties prenantes.

VIII. Expérience dans l'intégration du budget

Dans le cadre de l'évolution du dialogue sur l'efficacité de l'aide, un enjeu majeur est apparu: la difficulté pour les pays d'avoir une vision complète des ressources dont ils disposent pour gérer leur développement. Le manque d'intégration et de coordination entre les processus de l'aide et du budget est l'une des raisons principales de ce défi.

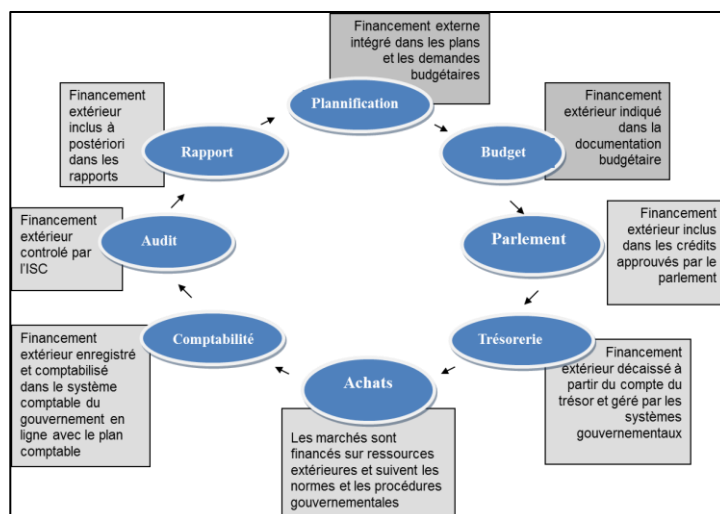
Le but de cette session était de sensibiliser les utilisateurs de la PGA et d'apporter un peu plus de clarté autour de cette question en rassemblant les experts de l'aide et ceux du budget à une même table.

La présentation de CABRI (Initiative collaborative pour la réforme budgétaire en Afrique) a tout d'abord mis l'accent sur une définition du problème, puis a mis en exergue le fait que le manque d'intégration n'était pas une question mineure pour les gouvernements des pays partenaires car

cela perturbe leur travail, crée des coûts additionnels et a un impact sur la question de la redevabilité à plusieurs niveaux. Les résultats de l'étude PEFA (Dépenses Publiques et Responsabilisation Financière) dans plusieurs pays africains confirment cette analyse. Selon une enquête CABRI/OCDE, seulement 8 des 26 pays africains reportent plus de 76% de l'aide dans le budget national ; 54% ne dispose d'aucune politique en termes de flux d'information sur l'aide provenant des bailleurs de fond ; 54% répartissent la gestion de l'aide entre 2 ou plusieurs institutions.

CABRI a ensuite indiqué que cette question est très complexe et varie en fonction de comment l'aide est fournie. Pour l'aide qui passe par les systèmes nationaux, le véritable problème réside dans la disponibilité et la fiabilité des informations sur les engagements et les décaissements/versements futurs.

En revanche, pour les flux d'aide qui ne sont pas saisis dans les systèmes nationaux, le problème est plus large car il inclut l'indisponibilité des informations sur les engagements et les décaissements/versements futurs, l'utilisation des ressources à des fins de services publiques, et sur la performance de l'aide.



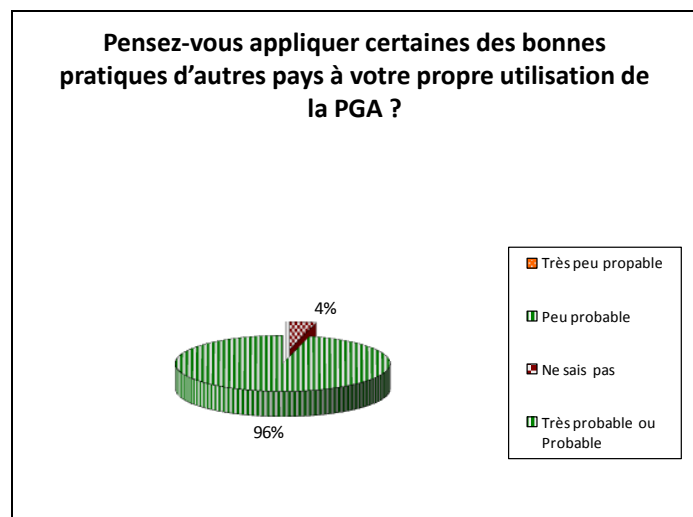
A chaque étape du processus de budgétisation comme le montre l'image ci-dessus, le gouvernement se doit de configurer l'interface entre les procédures de l'aide et du budget.

La principale recommandation de CABRI a été que les gouvernements doivent créer une interface pour les processus et les informations entre la gestion de l'aide et celle du budget, une responsabilité partagée entre les partenaires au développement et les gouvernements des pays partenaires. La discussion qui a suivi a montré l'intérêt des participants à approfondir le travail sur ces questions.

IX. Commentaires et recommandations des participants de l'atelier

Une enquête d'évaluation a été remise aux participants afin de recueillir leurs commentaires sur l'atelier. Cette année, l'atelier annuel a accueilli un nombre total de 80 participants venant des différents pays utilisant la PGA, des pays qui ont assisté en tant qu'observateurs et des organisations partenaires. Sur ce total, 60 participants ont répondu à l'enquête. Malgré le fait que le total des participants ait doublé compare aux années précédentes, les résultats de l'enquête indiquent le même niveau de satisfaction :

- **96% des participants à l'enquête ont indiqué qu'ils étaient soit très satisfaits soit satisfaits de l'atelier dans son ensemble.**
- Aucune session de l'atelier n'a été reçue moins de 90% de votes en termes d'utilité.
- 100% des participants ont convenu de l'utilité d'entendre les expériences des autres pays, et ont approuvé le concept de meilleures pratiques des différents ateliers organisés par DG.
- **Plus important encore, 96% des participants ont répondu qu'ils appliqueront les leçons apprises d'autres pays à leur propre utilisation de la PGA.**



En outre, la grande majorité des participants a mentionné le fait que la durée de l'atelier devrait être étendue, confirmant ainsi l'utilité de l'atelier ainsi que la nécessité de discussion bilatérales approfondies sur les questions touchant directement à leur travail.